

**FABRIQUER,
GÉRER ET ANIMER
LA VILLE ENSEMBLE
QUELLE PLACE DE CHACUN,
ÉLUS, TECHNICIENS,
CITOYENS ?**

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Citoyen / élu / technicien

Citoyen/Élu/Technicien / Alice MAZEAUD

in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013

ISSN : 2268-5863.

URL : <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/dico/citoyenelutechnicien>

Le tryptique élus/citoyens/techniciens constitue l'un des schèmes d'analyse les plus partagés par ceux qui, acteurs ou chercheurs, travaillent sur la participation à l'échelle locale. Apparu dans la littérature en tant que système d'acteurs en tension, il s'est ensuite imposé comme outil descriptif et normatif dans les guides de bonnes pratiques, et autres chartes de la participation, développés par les professionnels de la démocratie locale. Aujourd'hui, alors que du côté des praticiens ce triptyque organise la répartition des rôles entre les acteurs des processus participatifs, du côté des chercheurs, il tend à être dépassé par une sociologie des acteurs du fait participatif.

Participation publique et action publique : l'influence des fonctionnaires dans la formulation des grands projets de transport collectif / CARON Isabelle (Université d'Ottawa) in GIS Démocratie et Participation, Actes des 3èmes journées doctorales sur la participation et la démocratie participative, Bordeaux, 22-23 novembre 2013, ISSN 2271-7994

URL : <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/node/1602>

Associé aux notions de développement durable, le transport collectif fait l'objet de nombreux projets gouvernementaux qui occasionnent souvent la tenue de consultations publiques. La nature des enjeux dans le domaine du transport collectif a contribué à l'émergence de nombreux mécanismes participatifs puisque les décisions dans ce domaine se présentent aussi comme des choix politiques et sociaux affectant directement les citoyens. Par ailleurs, le processus de formulation d'une action publique inclut plusieurs acteurs et le rôle de ceux-ci a fait l'objet de plusieurs études. Or, peu d'études abordent l'influence des fonctionnaires dans ce processus de formulation. Pourtant, ils organisent les consultations, analysent les résultats et proposent des recommandations aux élus. Les fonctionnaires, à travers leur fonction de conseiller aux

élus, se trouvent donc dans une position susceptible d'influencer l'action publique. Ce projet de thèse se penche sur l'influence des fonctionnaires dans la phase de formulation des grands projets de transport collectif dans le cadre des consultations publiques (avant, pendant et après les consultations). Il vise d'une part, à mesurer l'influence des fonctionnaires sur l'action publique dans le domaine du transport collectif, et d'autre part, à comprendre la portée réelle des instruments de consultations publiques dans la formulation des projets de transport collectif.

Réseaux et politiques publiques / Gwenola Le Naour

Paru dans Administration et Education, revue de l'Association française des acteurs de l'éducation, décembre 2012, n°136: L'Ecole et ses réseaux, p. 9-13

https://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/83/37/70/PDF/RA_seaux_LE_NAOUR_paru_dans_Administration_et_A_ducation.pdf

En se professionnalisant, et en s'affranchissant de la commande politique l'analyse des politiques publiques a développé des controverses et questionnements autonomes, ainsi que des outils d'analyse propres. L'une des évolutions constatées et les plus commentées concerne la multiplication des acteurs considérés comme légitimes à participer à l'action publique. Elle a suscité des problématiques autour des enjeux de coordination dans l'action publique et des conditions de participation d'acteurs qui relèvent à la fois du privé et du public. Parmi les nombreux concepts nés pour analyser ces évolutions, figurent les réseaux de politiques publiques. Apparue au cours des années 1980 dans la littérature anglo-saxonne, la notion s'est diffusée en France dans les années 1990. Comment ce terme de «réseau d'action publique» émerge-t-il au sein de la boîte à outils de l'analyste des politiques publiques ?

Démocratie participative

Vers une gouvernance contributive des territoires / Michel BRIAND (Vice-président de Brest Océane)

Pouvoirs locaux, in Dossier : Désir de participations, la dynamique des territoires, n°100, mars 2014, p. 109-113

Ces dernières décennies ont vu se développer une démocratie participative qui cherche à associer les habitants à la gestion de la cité. Internet nous confronte à une information ouverte qui émerge aujourd'hui dans la sphère de la politique publique avec l'open data, la demande de transparence, l'accès aux documents publics [...]. Pour parler de cette dynamique d'une société transformée par le numérique, nous parlons de société contributive. Cette dénomination ne se définit pas par un nouveau modèle mais une facette complémentaire de celle de la participation et de la démocratie ouverte.

Remettons le citoyen au centre des débats / Frédéric GILLI

Pouvoirs locaux, in Dossier : Désir de participations, la dynamique des territoires, n°100, mars 2014, p. 54-63

La démocratie participative a mauvaise presse : elle serait inefficace à sécuriser les projets et ne rassemblerait que des citoyens déjà très mobilisés par ailleurs. Par extension, les citoyens eux-mêmes seraient incriminés : ils ne seraient pas à la hauteur de la démocratie qu'ils délaissent... L'expérience de nombreux débats et démarches citoyennes ouvre des perspectives plus optimistes. Avec les élus, les citoyens peuvent redynamiser la démocratie locale ; encore faut-il s'en donner les moyens et les ambitions.

Quand les mobilisations citoyennes interpellent l'action publique.

Les conflits territoriaux comme « apparitions de la démocratie »

Note d'analyse de Catherine Foret - FRV100 / Communauté urbaine du Grand Lyon
Mars 2014, 72 p.

http://www.francemediation.fr/images/lang/fr/orki/Mobilisations_citoyennes_et_action_publice_CForet_02.pdf

Au moment où certains déplorent « l'apathie » ou la « dépolitisation » des citoyens français — dans un pays par ailleurs régulièrement secoué par de grandes manifestations de rue à forte teneur idéologique — que faut-il penser des mobilisations collectives plus « modestes », qui se nouent localement autour des usages de l'espace, de l'application du service public ou de la desserte des territoires ? Souvent perçus comme des obstacles à l'exercice de la puissance publique, ces engagements de proximité, qui prennent en général des formes protestataires ou conflictuelles, sont fréquemment déconsidérés par les décideurs. Au motif qu'ils seraient « non représentatifs », et centrés sur des « intérêts particuliers », les collectifs concernés sont renvoyés à leur statut minoritaire, et peu entendus dans un premier temps. Dans les faits, l'analyse prouve pourtant qu'ils font souvent évoluer l'ordre établi, trouvant par des voies originales les moyens de leur légitimité.

Participation ou empowerment

Urbanisme, n° 392, printemps 2014

Opposer participation et empowerment dans le titre de ce dossier, c'est d'une certaine manière mettre en tension une tradition française « républicaine » et une culture nord-américaine « démocratique ». C'est le choix délibéré de juxtaposer un mot français et un concept importé des États-Unis, alors même que l'empowerment a trouvé sa traduction consacrée – pouvoir d'agir –, popularisée par le rapport de Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mehmache remis au ministre François Lamy en juillet 2013.

[...] Élise Macaire, Michael Fenker et Véronique Biau, du Réseau activités et métiers de l'architecture et de l'urbanisme (RAMAU), se penchent sur le repositionnement des professionnels face aux exigences participatives. S'ils constatent un foisonnement d'initiatives de natures très diverses, ils n'en soulignent pas moins la difficulté des différents acteurs à dépasser le stade de l'expérimentation.

Sommaire :

http://www.urbanisme.fr/issue/report.php?code=392&code_menu=EDITO#article994

Savoir d'usage / Héloïse NEZ

in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013

ISSN : 2268-5863.

URL : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/savoir-dusage>.

Aussi appelé « savoir local », « savoir de terrain » ou « savoir riverain », le savoir d'usage vient d'une pratique répétée d'un environnement (un quartier, un mode de transport, un service social, etc.), qui donne aux citoyens une fine connaissance de ses usages et de son fonctionnement permanent. C'est l'idée, largement répandue et parfois admise par les théories élitistes de la démocratie (Sintomer, 2008), selon laquelle les usagers connaissent mieux que quiconque leurs intérêts : « C'est la personne qui porte la chaussure qui sait le mieux si elle fait mal et où elle fait mal, même si le cordonnier est l'expert qui est le meilleur juge pour savoir comment y remédier » (Dewey, 1954 [1927], p. 207)...

Retour d'expériences

La participation des habitants au cœur des priorités de la politique de la ville

Lagazettedescommunes.com, 08/07/2014

Modifier la nature des relations entre habitants et pouvoirs publics est un chantier ambitieux. C'est aussi l'un des nouveaux objectifs de la politique de la ville. Malgré le déficit démocratique qui couve dans les quartiers populaires, cette tâche à-priori urgente... est à mener dans la durée. A l'instar de Mulhouse, qui a pris le soin d'inclure ses habitants dans la gestion des zones de sécurité prioritaires (ZSP) avant de revoir progressivement son ambition à la hausse.

Les processus participatifs transforment-ils les représentations des élus ruraux sur leur rôle et leur territoire ? / BUCLET Nicolas, SALOMON Danielle

Espaces et sociétés, n° 151, 30/11/2012, p.123-138

L'article s'intéresse aux conséquences de la mise en échec des modalités traditionnelles de prise de décision, de l'évolution du rôle des élus, de la façon dont ils appréhendent leur territoire. Nous identifions dans un premier temps une tension entre la représentation que les élus se font de leur rôle et les aspirations au dialogue autour de projets de territoire. Nous voyons ensuite comment les promoteurs de mouvements de contestation pèsent sur le processus décisionnel et forcent les élus à négocier. Nous interrogeons enfin les conséquences des formes de dialogue engagées, en tant que vecteur potentiel d'apprentissage pour les élus, grâce au temps de réflexion associé au dialogue enclenché.

Coconstruire l'avenir de la ville avec les citoyens et les usagers

Gazette des communes, des départements, des régions (La),
n° 2142, 24/09/2012, p. 42

La commune de Valbonne (Alpes-Maritimes) a choisi de s'appuyer sur une solution venue des Etats-Unis, le «town meeting». Une technique de concertation qui combine les groupes de travail en petit comité avec les grandes réunions classiques.

Urbanisme participatif. Faire la ville avec les habitants : une utopie ?

BUREAU Pauline, LURAT Charlotte, BLANQUART Paul, COSTANZO Sabrina,
VERDIER Philippe, CHAPUIS Jean-Yves, CHAMBRAS Aline
Territoires, n° 489, 01/06/2008, 19 à 33

L'urbanisme participatif des années 70 est mort, vive l'urbanisme participatif des années 2000. Depuis sa belle vie menée dans les années «révolutionnaires», ce dernier s'est éteint à petit feu sous le coup de la technicisation de la production de la ville, de la législation, et a, petit à petit, pris le visage de la seule concertation, quand ce n'est pas de la consultation consumériste. Mais, depuis quelques années, des formes et des outils innovants de participation des habitants émergent par-ci par-là, lui offrant une nouvelle vie. Une participation qui, placée au cœur des politiques urbaines, peut contribuer à redonner à la ville toute son essence : faire société. Car tel est l'objectif qui doit rester en point de mire : participer à la ville, c'est rentrer en politique.

Ouvrages

L'implication des habitants dans la fabrication de la ville

Sous la direction de Biau (V.), Fenker (M.), Macaire (E.)

Editions de la Villette, Cahiers Ramau n°6, Paris, 2013, 362 p., 14€

De nombreux acteurs professionnels et institutionnels accordent une attention accrue à la façon dont les publics concernés sont associés à la fabrication de la ville. Cet ouvrage porte sur les transformations des pratiques des professionnels du fait de leur confrontation plus directe avec les habitants et usagers, sur les résistances au changement, les difficultés rencontrées ainsi que sur le renouvellement des questions posées.

Sommaire : <http://www.ramau.archi.fr/spip.php?article811>

Faire participer les habitants ?

Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires / Marion Carrel
ENS Éditions, 2013, 274 p.

Cet ouvrage est issu d'une thèse de doctorat en sociologie. Il s'organise en quatre chapitres. Le premier est consacré à l'analyse de la politique de la ville et de son rapport ambivalent à la question de la participation des habitants. Le second étudie les possibilités offertes aux habitants – et parfois également conquises par eux – d'un quartier grenoblois de prendre part à la définition du projet de rénovation urbaine les concernant. Le troisième procède à l'analyse comparée de dispositifs de « qualification mutuelle » mis en œuvre dans trois villes entre habitants et représentants institutionnels. Le quatrième élargit l'analyse grâce à la comparaison de cette méthode avec cinq autres méthodes participatives.

Savoirs citoyens et démocratie urbaine / Agnès Deboulet et Héroïse Nez
(sous la direction de)

Les Presses universitaires de Rennes, 2013, collection Res Publica, 138 p.

Cet ouvrage analyse la spécificité des savoirs citoyens dans la production des conditions d'une démocratie urbaine. Il aborde les dynamiques d'apprentissages et les questions de la politisation de la question urbaine, il analyse des savoirs citoyens en lien avec la question de la citoyenneté urbaine et les enjeux de reconnaissance et étudie les conflits de légitimités entre les différents acteurs qui en découlent.

Sommaire : <http://www.participation-et-democratie.fr/content/savoirs-citoyens-et-democratie-urbaine>

La République antiparticipative - Les obstacles à la participation des citoyens à la démocratie locale / Jean TOURNON

L'Harmattan, 2009, 178 p.

Extrait en ligne : http://www.decitre.fr/ebooks/la-republique-antiparticipative-9782296221758_9782296221758_4.html

Ce que l'on appelle la démocratie participative est une excellente démarche tant qu'elle n'est pas un cache-misère, voire une diversion, par rapport au fait que l'ensemble du système français de démocratie locale dysfonctionne et se trouve ainsi être le premier responsable de la désaffection des citoyens. Rendre la République elle-même enfin participative, telle nous a semblé et nous semble toujours être la priorité, avant d'encourager des milliers de collectivités territoriales à échafauder, chacune dans son coin, des dispositifs participatifs, tous plus ingénieux les uns que les autres, mais tous ensemble incapables de corriger le caractère massivement dissuasif du système politique et administratif territorial.

[Chapitre 6 : La triade techniciens-Elus-Citoyens in Jean-Pierre CHARRE, Les obstacles à la participation associative]

Evaluation participative des projets territoriaux de développement durable et des agendas 21 locaux. Outils et méthodes / Michel BASSET ; Peter SZERB

Rhônealpennergie-Environnement ; CNFPT ; Conseil régional Rhône-Alpes ; DREAL, 2010, 56 p.

http://www.ddrhonealpesraee.org/dump/EVALUATIONPAR_53.pdf

Le présent document est le fruit d'une expérimentation régionale menée entre 2008 et 2010 sous l'égide de Rhônealpennergie-Environnement au bénéfice de treize territoires du Groupe de travail « Évaluation Participative ». Cette expérimentation a été financée par le CNFPT, le Conseil Régional de Rhône-Alpes et la DREAL, et accompagnée par le cabinet ARGOS. Ce document expose les enjeux liés à l'évaluation participative adossée à un volet de suivi et d'observation, les méthodes et les outils expérimentés, ainsi que les recommandations émises par le groupe. Ces éléments sont illustrés par des fiches d'expériences qui mettent en valeur les actions engagées par chacune des collectivités concernées.

À noter que ce travail de capitalisation n'a aucunement l'intention de grossir le rang des guides d'évaluation déjà existants. Il ne prétend pas décrire LA méthode d'évaluation des Agendas 21 ou d'autres projets de développement durable. Au contraire, ses auteurs sont convaincus de la nécessité d'explorer d'autres voies possibles pour enrichir ces démarches participatives innovantes.